

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20006]

22 DECEMBRE 2021. — Décret portant diverses dispositions pour un impôt plus juste (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du Code des droits de succession*

Article 1^{er}. L'article 4 du Code des droits de succession, modifié par le décret du 19 juillet 2018, est complété par un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o toutes donations entre vifs de biens meubles faites par le défunt avec un terme suspensif qui survient par suite du décès du donateur. ».

Art. 2. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, du même Code, le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 3. Dans l'article 8 du même Code, remplacé par l'arrêté royal n^o 12 du 18 avril 1967 et modifié par les lois des 30 décembre 1988 et 22 décembre 1989, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2 :

- le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq »;

- les mots « ou qu'elle est appelée à recevoir à titre gratuit à une date postérieure au décès, » sont abrogés;

2^o deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Si le défunt avait conclu un contrat en vertu duquel un versement peut uniquement être effectué après son décès, les sommes, rentes ou valeurs sont considérées comme recueillies à titre gratuit et à titre de legs, selon le cas :

1^o par la personne qui rachète le contrat d'assurance-vie après le décès du défunt, au moment du rachat;

2^o par la personne qui reçoit réellement les sommes, rentes ou valeurs après le décès du défunt, au moment où un versement est effectué.

Lorsque le défunt était marié sous un régime de communauté, les dispositions des premier, deuxième et troisième alinéas s'appliquent également aux sommes, rentes ou valeurs que le conjoint survivant est appelé à recevoir à titre gratuit en vertu d'un contrat d'assurance-vie ou d'un contrat avec établissement d'une rente conclu par le conjoint survivant. »;

3^o l'alinéa 5, devenu l'alinéa 7, est complété par les mots « Cette preuve contraire n'est pas fournie en démontrant qu'il a été fait don du contrat à cette personne. »;

4^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6, devenus les alinéas 7 et 8 :

« Dans le cas d'un contrat d'assurance-vie, la base imposable des sommes, rentes, ou valeurs pouvant revenir au bénéficiaire de la stipulation est diminuée du montant ayant servi de base imposable pour la perception des droits de donation si le contrat a fait l'objet d'une donation à cette personne par le défunt. ».

Art. 4. L'article 37 du même Code, modifié par l'arrêté royal n^o 12 du 18 avril 1967 et par les décrets des 3 juin 2011 et 26 avril 2018, est complété par un 9^o rédigé comme suit :

« 9^o lorsque, selon le cas, le contrat visé à l'article 8, alinéa 3, est racheté ou qu'un versement est effectué en vertu du contrat. ».

Art. 5. L'article 38 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 26 avril 2018, est complété par un 10^o rédigé comme suit :

« 10^o dans le cas prévu à l'article 37, 9^o, selon le cas, par la personne qui rachète le contrat ou par la personne qui reçoit le versement effectué en vertu du contrat. ».

Art. 6. L'article 40 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 26 avril 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de survenance d'événements prévus à l'article 37, 9^o, le délai court, selon le cas, à compter du jour du rachat ou de celui où un versement est effectué en vertu du contrat. ».

Art. 7. Dans l'article 108, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 7 février 2021, le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq ».

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Art. 8. Dans l'article 131bis, § 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par le décret du 15 décembre 2005 et modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, ce droit n'est pas applicable :

1^o aux donations entre vifs de biens meubles faites sous une condition suspensive qui se réalise par suite du décès du donateur, et qui, en vertu de l'article 4, 3^o, du Code des droits de succession, sont assimilées aux legs pour la perception du droit de succession;

2° aux donations entre vifs de biens meubles avec un terme suspensif qui survient par suite du décès du donateur, et qui, en vertu de l'article 4, 4°, du Code des droits de succession, sont assimilées aux legs pour la perception du droit de succession. ».

CHAPITRE 3. — *Modifications du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Art. 9. Dans l'article 4 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, remplacé par la loi du 8 août 1980 et modifié par le décret du 15 décembre 2005, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, il faut entendre par véhicule à moteur destiné au transport de marchandises d'une masse maximale autorisée ne dépassant pas 3 500 kg, aussi dénommé « camionnette », pour l'application du présent Titre II, et pour autant qu'il soit immatriculé soit au nom d'une personne physique visée à l'article I.1., alinéa 1^{er}, 1°, a), du Code de droit économique et enregistré conformément à l'article III.17. du même Code, soit au nom d'une personne morale, tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg :

1° formé d'une cabine unique complètement séparée de l'espace de chargement et comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert;

2° formé d'une cabine double complètement séparée de l'espace de chargement et comportant six places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert;

3° formé simultanément d'un espace réservé aux passagers comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, et d'un espace de chargement séparé, dont la distance entre tout point de la cloison de séparation située derrière la rangée de sièges avant et le bord arrière intérieur de l'espace de chargement, mesuré dans l'axe longitudinal du véhicule, à une hauteur située à 20 cm au-dessus du plancher, atteint au moins 50% de la longueur de l'empattement. En outre, cet espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires;

4° formé simultanément d'un espace réservé aux passagers comportant six places au maximum, celle du conducteur non comprise, et d'un espace de chargement complètement séparé, dont la distance entre tout point de la cloison de séparation située derrière la dernière rangée de sièges et le bord arrière intérieur de l'espace de chargement, mesuré dans l'axe longitudinal du véhicule, à une hauteur située à 20 cm au-dessus du plancher, atteint au moins 50% de la longueur de l'empattement. En outre, cet espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires.

§ 3. Le véhicule mentionné comme camionnette dans la réglementation précitée au paragraphe 1^{er} est considéré, au sens du présent Titre II, et selon sa construction, comme une voiture, voiture mixte ou minibus lorsque :

1° soit il ne répond pas à l'un des véhicules énumérés au paragraphe 2;

2° soit il n'est pas utilisé, même partiellement, soit pour l'exercice de l'activité professionnelle de la personne physique visée au paragraphe 2, soit pour la réalisation de l'objet, de l'un des buts au moins, ou de l'une des missions au moins de la personne morale visée au paragraphe 2. ».

Art. 10. Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999 et modifié en dernier lieu par le décret du 28 novembre 2013, le 9° est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, le mot « cheval-vapeur » est remplacé par les mots « cheval-vapeur fiscal ».

Art. 12. Dans l'article 9 du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999 et modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « chevaux-vapeur » est à chaque fois remplacé par les mots « chevaux-vapeur fiscaux »;

2° le mot « cheval-vapeur » est à chaque fois remplacé par les mots « cheval-vapeur fiscal ».

Art. 13. Dans l'article 10 du même Code, remplacé par le décret du 28 décembre 1990 et modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° pour les voitures, les voitures mixtes, les minibus et les motocyclettes qui sont mis en circulation depuis plus de trente ans au moment de la débiton de l'impôt et qui sont immatriculés sous l'une des plaques d'immatriculation visées à l'article 4, § 2, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules; »;

2° il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation à l'article 9, la taxe est fixée forfaitairement à 100 euros pour le véhicule automobile utilisé par un résident belge et immatriculé à l'étranger, uniquement si les documents qui attestent que le véhicule est effectivement visé au présent paragraphe ne peuvent pas être présentés immédiatement lors du contrôle de la perception de la taxe de circulation effectué selon l'article 11bis, § 4, alinéa 1^{er}, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, mais sont fournis à l'administration dans les dix jours ouvrables dudit contrôle, dans les cas suivants :

1° le véhicule est mis en location au nom du résident belge par un prestataire professionnel étranger de service, pour une durée maximale de six mois, non renouvelable;

2° le véhicule est mis à disposition du résident belge par son employeur établi à l'étranger, ou un donneur d'ordre étranger auquel cette personne est liée par un contrat de travail ou par un ordre, et est utilisé dans l'exercice de sa profession et accessoirement à titre privé;

3° le véhicule est conduit habituellement par un fonctionnaire résidant en Belgique et qui travaille pour une institution internationale située dans un autre État membre de l'Union européenne;

4° le véhicule est mis à disposition à titre gratuit à une personne physique résidant en Belgique pendant trente jours au maximum par année civile;

5° le véhicule immatriculé dans un autre État membre au nom de la personne physique qui l'utilise exceptionnellement en Belgique pendant trente jours calendrier au maximum par année, et qui est principalement destiné à être utilisé dans l'État membre précité;

6° le véhicule dont le propriétaire est considéré comme une personne temporairement absente au sens de l'article 18, § 3, alinéa 1^{er}, 4°, 5°, 7° et 8°, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers, n'a pas son stationnement en Belgique pendant plus de six mois sans interruption.

La taxe établie conformément à l'alinéa 1^{er} est due à chaque contrôle donnant lieu à une transmission tardive des documents visés.

Le Gouvernement arrête les modalités d'application du présent paragraphe. ».

Art. 14. Dans l'article 12, § 1^{er}, du même Code, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Cette taxe ne s'applique pas aux véhicules soumis à une taxation forfaitaire de 100 euros en application de l'article 10, § 3. ».

Art. 15. Dans l'article 79 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les alinéas 2 et 3 sont abrogés; 2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. En vue de procéder à la classification décrite au paragraphe 2, tout modèle d'appareil visé à l'article 76, avant d'être installé, vendu ou mis en location sur le territoire de la Région wallonne, doit avoir été déclaré auprès du service désigné par le Gouvernement, par l'importateur, le fabricant ou quiconque intervient directement ou indirectement à ce titre.

A défaut de respect de cette procédure, l'appareil est d'office classé dans la catégorie A. »;

3° il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. Le service visé au paragraphe 3 procède au classement de l'appareil dans l'une des catégories visées au paragraphe 2 et en informe le déclarant. »;

4° dans le paragraphe 4, les mots « le modèle de la déclaration et » sont insérés entre le mot « détermine » et les mots « les modalités ».

Art. 16. Dans l'article 97 du même Code, inséré par la loi du 1^{er} juin 1992 et modifié par le décret du 12 décembre 2014, les mots « chevaux fiscaux » sont chaque fois remplacés par les mots « chevaux-vapeur fiscaux ».

Art. 17. Dans l'article 97quinquies, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret 19 septembre 2013 et modifié en dernier lieu par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1^{er} tiret, les mots « , et qui sont immatriculés sous la marque d'immatriculation spécifique prévue par l'article 4, § 3, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules » sont abrogés;

2° l'alinéa est complété par un 3^e tiret rédigé comme suit :

« - pour les véhicules automobiles faisant l'objet d'une taxe de circulation forfaitaire de 100 euros en application de l'article 10, § 3. ».

Art. 18. Dans l'article 98 du même Code, remplacé par la loi du 1^{er} juin 1992 et modifié en dernier lieu par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, A., alinéa 2, les mots « chevaux fiscaux » sont remplacés par les mots « chevaux-vapeur fiscaux »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, le A., est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation au tableau visé à l'alinéa 1^{er}, le montant de la taxe est égal à 0 euro pour les véhicules automobiles faisant l'objet d'une taxe de circulation forfaitaire de 100 euros en application de l'article 10, § 3. ».

CHAPITRE 4. — *Modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

Art. 19. Dans l'article 1^{er} du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, remplacé par le décret du 21 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « amendes » est chaque fois remplacé par les mots « amendes fiscales »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par amende fiscale, on entend toute pénalité qu'elle soit forfaitaire, fixe ou proportionnelle, ainsi que toute majoration de taxe et tout accroissement d'impôt. ».

Art. 20. Dans l'article 11 du même décret, remplacé par le décret du 19 septembre 2013 et modifié par le décret du 13 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances »;

2° au paragraphe 4, les mots « amendes administratives et majorations » sont chaque fois remplacés par les mots « amendes fiscales ».

Art. 21. Dans l'article 11bis du même décret, inséré par le décret du 22 mars 2007, remplacé par le décret du 19 septembre 2013 et modifié en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « amende » est remplacé par les mots « amende fiscale »;

2° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « amende administrative » sont remplacés par les mots « amende fiscale »;

3° au paragraphe 4, alinéa 6, le mot « amende » est remplacé par les mots « amende fiscale ».

Art. 22. Dans l'article 11ter, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 22 mars 2007 et remplacé par le décret du 19 septembre 2013, le mot « cinq » est remplacé par le mot « dix ».

Art. 23. Dans l'article 11quater du même décret, inséré par le décret du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} est levée lorsque des informations sont communiquées dans le cadre d'un système de dénonciation spécifiquement organisé par décret ou par arrêté du Gouvernement. ».

Art. 24. Dans l'article 12*bis* du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2019, remplacé par le décret du 19 septembre 2013 et modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, les mots « amende administrative » sont remplacés par les mots « amende fiscale ».

Art. 25. Dans le même décret, il est inséré un article 12*quinquies* rédigé comme suit :

« Art. 12*quinquies*. N'est pas opposable à l'administration, l'acte juridique ni l'ensemble d'actes juridiques réalisant une même opération lorsque l'administration démontre par présomptions ou par d'autres moyens de preuve visés aux articles 12 à 12*ter* et à la lumière de circonstances objectives, qu'il y a abus fiscal.

Il y a abus fiscal lorsque le redevable réalise, par l'acte juridique ou l'ensemble d'actes juridiques qu'il a posé, l'une des opérations suivantes :

1° soit une opération par laquelle il se place en violation des objectifs d'une disposition des taxes et impôts visés à l'article 1^{er} ou des arrêtés pris en exécution de ceux-ci, en-dehors du champ d'application de cette disposition;

2° soit une opération par laquelle il prétend à un avantage fiscal prévu par une disposition des taxes et impôts visés à l'article 1^{er} ou des arrêtés pris en exécution de ceux-ci, dont l'octroi serait contraire aux objectifs de cette disposition et dont le but essentiel est l'obtention de cet avantage.

Il appartient au redevable de prouver que le choix de cet acte juridique ou de cet ensemble d'actes juridiques se justifie par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts, taxes ou droits visés par le présent décret.

Lorsque le redevable ne fournit pas la preuve contraire, la base imposable et le calcul de l'impôt ou du droit sont rétablis en manière telle que l'opération est soumise à un prélèvement conforme à l'objectif de la loi, comme si l'abus n'avait pas eu lieu. ».

Art. 26. Dans l'article 18 du même décret, remplacé par le décret du 12 décembre 2014 et modifié par le décret du 28 novembre 2013, le mot « amendes » est remplacé par les mots « amendes fiscales ».

Art. 27. Dans l'article 20, alinéa 3, du même décret, le mot « deux » est remplacé par le mot « sept ».

Art. 28. Dans l'article 20*bis* du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009 et modifié par le décret du 2 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° une action judiciaire fait apparaître que le redevable d'impôts ou taxes visés par le présent décret a contrevenu aux dispositions du présent décret ou de la législation qui établit la taxe concernée au cours d'une des dix années qui précèdent celle de l'intentement de l'action; dans ce cas, la taxe ou le supplément de taxe est établi dans les vingt-quatre mois à compter de la date à laquelle la décision dont cette action judiciaire a fait l'objet n'est plus susceptible d'opposition ou de recours; »;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° des éléments probants, venus à la connaissance du service désigné par le Gouvernement, font apparaître que le redevable d'impôts ou taxes visés par le présent décret a contrevenu aux dispositions du présent décret ou de la législation qui établit la taxe concernée au cours d'une des dix années qui précèdent celle pendant laquelle ces éléments sont venus à la connaissance dudit service désigné; dans ce cas, la taxe ou le supplément de taxe est établi dans les vingt-quatre mois à compter de la date à laquelle ces éléments sont venus à la connaissance dudit service désigné. ».

Art. 29. L'article 27 du même décret, remplacé par le décret du 17 décembre 2020, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. § 1^{er}. Sauf lorsqu'une réclamation recevable a été précédemment déposée et que la demande de dégrèvement repose sur les mêmes éléments et motivations que cette réclamation, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde le dégrèvement des taxes représentant une somme supérieure à celle qui est légalement due, perçues en application de l'article 17*bis*, § 1^{er}, résultant d'une application inexacte des dispositions légales afférentes au calcul du montant de l'impôt dû, telles que notamment les erreurs matérielles, les doubles emplois, les défauts de prise en compte d'une exonération ou réduction de taxe éventuellement applicable, l'apparition de documents ou faits nouveaux probants dont la production ou l'allégation tardive par le redevable, ainsi que par la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35*ter*, est justifiée par de justes motifs, à condition que ces surtaxes aient été constatées par l'administration ou signalées par le redevable, ainsi que par la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35*ter*, à celle-ci, soit :

1° dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la taxe est établie, dans le cas des taxes enrôlées, à l'exception du précompte immobilier pour lequel ce délai est porté à cinq ans;

2° dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition auquel appartient l'impôt dont le dégrèvement est demandé, dans le cas des taxes perçues sans avoir été reprises dans un rôle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne les exonérations de précompte immobilier et sans préjudice des conditions formelles et procédurales qui y sont prévues, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde le dégrèvement des taxes représentant une somme supérieure à celle qui est légalement due, perçues en application de l'article 17*bis*, § 1^{er}, résultant du défaut de prise en compte de ces exonérations de précompte immobilier, uniquement si elles sont la conséquence d'erreurs matérielles, de doubles emplois ou qu'elles apparaissent à la lumière de documents ou faits nouveaux probants dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée par de justes motifs.

§ 2. Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde d'office le dégrèvement de l'impôt excédentaire payé, tel que constaté après une procédure amiable en application d'une convention internationale préventive de la double imposition ou après une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6, 10 ou 15 du décret du 2 juillet 2020 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne, à condition que cet impôt excédentaire ait été constaté par l'administration ou signalé par le redevable de celle-ci dans les douze mois à compter de la date à laquelle la procédure est terminée. ».

Art. 30. Dans l'article 32 du même décret, modifié par le décret du 10 décembre 2009, le mot « amendes » est remplacé par les mots « amendes fiscales ».

Art. 31. Dans l'article 34 du même décret, modifié par le décret du 13 décembre 2017, le mot « amende » est remplacé par les mots « amende fiscale ».

Art. 32. Dans l'article 35, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 17 décembre 2020, le mot « amende » est remplacé par les mots « amende fiscale ».

Art. 33. Dans l'article 48, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, les mots « amendes administratives » sont remplacés par les mots « amendes fiscales ».

Art. 34. Dans l'article 52*bis*, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 17 janvier 2008 et remplacé par le décret du 13 décembre 2017, le mot « amendes » est chaque fois remplacé par les mots « amendes fiscales ».

Art. 35. Dans l'article 52*ter*, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 21 décembre 2016, le mot « amendes » est remplacé par les mots « amendes fiscales ».

Art. 36. Dans l'article 53 du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009 et modifié en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « amende » est chaque fois remplacé par les mots « amende fiscale »;

2° à l'alinéa 3, le mot « amendes » est remplacé par les mots « amendes fiscales ».

Art. 37. Dans l'article 57, § 2, du même décret, remplacé par le décret du 30 avril 2009 et modifié par le décret du 13 décembre 2017, le mot « amendes » est chaque fois remplacé par les mots « amendes fiscales ».

Art. 38. Dans l'article 58 du même décret, remplacé par le décret du 13 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « amendes et majorations » sont chaque fois remplacés par les mots « amendes fiscales »;

2° à l'alinéa 3, les mots « , l'amende ou la majoration » sont remplacés par les mots « ou l'amende fiscale ».

Art. 39. Dans l'article 60*bis*, § 2, du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les mots « amendes administratives » sont remplacés par les mots « amendes fiscales ».

Art. 40. Dans l'article 62*bis* du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les mots « amendes administratives » sont chaque fois remplacés par les mots « amendes fiscales ».

Art. 41. Dans l'article 62*quinqüies* du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les mots « amendes administratives » sont chaque fois remplacés par les mots « amendes fiscales ».

Art. 42. Dans l'article 62*sexies* du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les mots « amendes administratives » sont chaque fois remplacés par les mots « amendes fiscales ».

Art. 43. Dans l'article 63 du même décret, remplacé par le décret du 22 mars 2007 et modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour toute infraction au présent décret ou à une autre législation à laquelle le présent décret s'applique, à l'exception des infractions dues à des circonstances indépendantes de la volonté du redevable lorsque ces dernières sont dûment motivées, une amende fiscale de 50 euros à 2 000 euros, ou de 25 pour cent à 100 pour cent du montant de la taxe, s'applique.

Toutefois, si l'infraction a été commise avec intention frauduleuse ou à dessein de nuire, une amende fiscale de 500 euros à 5 000 euros, ou de 100 pour cent à 250 pour cent du montant de la taxe, s'applique.

Le Gouvernement détermine les échelles d'amendes fiscales prévues aux alinéas 1^{er} et 2, et prévoit qu'il est renoncé à l'amende fiscale visée à l'alinéa 1^{er} uniquement pour la première infraction commise de bonne foi par le redevable. »;

2° au paragraphe 2, 1°, le mot « fiscale » est inséré entre les mots « amende » et « est »;

3° au paragraphe 2, les 2° à 5° sont remplacés par ce qui suit :

« 2° pour la taxe sur les jeux et paris et la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, prévues par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, le redevable encourt une amende fiscale pour toute infraction aux règles visées à l'article 11*bis*, § 1^{er} et 2, d'un montant égal à 1 250 euros pour la première infraction et à 2 500 euros pour la deuxième infraction et pour les infractions suivantes commises jusqu'à l'expiration de l'année suivant celle de la constatation de cette deuxième infraction;

3° pour la taxe sur les jeux et paris prévue par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, à l'exception des infractions aux articles 10 à 11*ter*, les infractions aux règles visées par le présent décret ou par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus sont frappées des sanctions administratives prévues aux articles 68 et 68*bis* du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

4° pour la taxe sur les appareils automatiques de divertissement prévue par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, à l'exception des infractions aux articles 10 à 11*ter*, les infractions aux règles visées par le présent décret ou par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus sont frappées des sanctions administratives prévues aux articles 89 et 89*bis* du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

5° pour la taxe de circulation prévue par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, le redevable encourt une amende fiscale d'un montant égal au triple du montant de la taxe éludée si elle dépasse le dixième de la taxe primitive en cas d'absence de déclaration ou d'insuffisance de déclaration. »;

4° au paragraphe 3, le mot « fiscales » est inséré entre les mots « amendes » et « sont ».

Art. 44. Dans l'article 64 du même décret, remplacé par le décret du 13 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « ou majorations des taxes » sont abrogés;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « amendes ou majorations des taxes » sont remplacés par les mots « amendes fiscales ».

Art. 45. Dans l'article 64*septies*, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} octobre 2020, les mots « de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions particulières inhérentes à la création du Service public de Wallonie Finances*

Art. 46. Dans le Code des droits de succession, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 55*bis*, les mots « la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement »;

2° dans l'article 55*quater*, les mots « la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Finances ».

Art. 47. Dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les articles 53*ter* et 57*bis*, les mots « la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Finances »;

2° dans l'article 131*quinquies* du même Code, les mots « la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

Art. 48. Dans le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les articles 5, 42*bis* et 80, les mots « la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Finances »;

2° dans l'article 97*ter*, les mots « la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie (en abrégé DG07) » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Finances ».

Art. 49. Dans le décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne, à l'article 4, les mots « la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Finances ».

Art. 50. Dans le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article D.2., les mots « du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Département de la Perception et du Recouvrement du Service public de Wallonie Finances »;

2° dans les articles D.282. et D.283. du même Code, les mots « la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Finances ».

Art. 51. Jusqu'au 31 décembre 2023, toute communication de la part du Service public de Wallonie Finances ou à sa destination, effectuée par voie électronique ou pas, peut valablement utiliser les mots « Service public de Wallonie Fiscalité » ou « Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie », en lieu et place des mots « Service public de Wallonie Finances ».

On entend par communication pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'envoi d'un document, d'un formulaire, d'une déclaration, d'un rôle, d'une décision, d'une contrainte, ou de toute autre correspondance de quelque nature qu'elle soit.

CHAPITRE 6. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 52. Les articles 9, 13, 1°, et 17, 1°, sont applicables uniquement au véhicule immatriculé à partir du 1^{er} janvier 2022.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 9, 13, 1°, et 17, 1°, ne s'appliquent pas au véhicule définitivement acquis avant le 1^{er} janvier 2022 mais livré et immatriculé à partir de cette date.

Art. 53. L'article 25 est applicable aux actes ou ensembles d'actes juridiques réalisant une seule opération, qui sont accomplis à dater du 1^{er} janvier 2022.

On entend par ensemble d'actes juridiques réalisant une seule opération qui est accompli à dater de l'entrée en vigueur de l'article 25, un ensemble d'actes juridiques réalisant une seule opération dont le premier acte est accompli à dater de cette entrée en vigueur.

Art. 54. En présence d'un abus fiscal réalisé dans le cadre de l'impôt visé à la Section 2 du Chapitre 1^{er}, Titre VI, du Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 344, paragraphe 1^{er}, du même Code reste applicable à l'ensemble d'actes juridiques réalisant une seule opération dont le premier acte au moins est accompli avant le 1^{er} janvier 2022 et le dernier acte au moins est accompli à dater du 1^{er} janvier 2022.

Art. 55. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

L'article 2 est applicable aux donations effectuées à partir du 1^{er} janvier 2022.

L'article 29 produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 décembre 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de la Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon, 707 (2021-2022) N^{os} 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 décembre 2021

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/20006]

22. DEZEMBER 2021 — Dekret mit verschiedenen Bestimmungen für eine gerechtere Besteuerung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Änderungen im Erbschaftssteuergesetzbuch*

Artikel 1 - Artikel 4 des Erbschaftssteuergesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2018, wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° jegliche Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern, die der Verstorbene mit einer aufschiebenden Frist getätigt hat, die infolge des Todes des Schenkers eintritt."

Art. 2 - In Artikel 7 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird das Wort "drei" durch das Wort "fünf" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 8 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Königlichen Erlass Nr. 12 vom 18. April 1967 und abgeändert durch die Gesetze vom 30. Dezember 1988 und 22. Dezember 1989, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2

- wird das Wort "drei" durch das Wort "fünf" ersetzt;

- werden die Wörter "oder die sie zu einem Zeitpunkt nach dem Tod unentgeltlich erhalten soll," gestrichen;

2° zwei Absätze mit folgendem Wortlaut wird zwischen Absatz 2 und Absatz 3 eingefügt:

"Wenn der Verstorbene einen Vertrag abgeschlossen hatte, nach dem eine Auszahlung erst nach seinem Tod erfolgen kann, gelten die Summen, Renten oder Werte als unentgeltlich und als Vermächtnis erworben, je nach Fall:

1° durch die Person, die den Lebensversicherungsvertrag nach dem Tod des Verstorbenen zurückkauft, zum Zeitpunkt des Rückkaufs;

2° durch die Person, die die Summen, Renten oder Werte nach dem Tod des Verstorbenen tatsächlich erhält, zum Zeitpunkt, wo eine Auszahlung erfolgt.

War der Verstorbene im ehelichen Güterstand der Gütergemeinschaft verheiratet, so gelten die Bestimmungen von Absatz 1, 2 und 3 ebenfalls für die Summen, Renten oder Werte, die der hinterbliebene Ehepartner aufgrund eines vom hinterbliebenen Ehepartners abgeschlossenen Lebensversicherungsvertrags oder eines Vertrags mit Bildung einer Rente unentgeltlich erhalten soll.;"

3° Absatz 5, der nun zu Absatz 7 geworden ist, wird um die folgenden Wörter ergänzt: "Dieser Gegenbeweis wird nicht dadurch erbracht, dass nachgewiesen wird, dass der Vertrag dieser Person geschenkt wurde.;"

4° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 5 und 6, die zu den neuen Absätzen 7 und 8 geworden sind, eingefügt:

"Bei einem Lebensversicherungsvertrag wird die Besteuerungsgrundlage der Summen, Renten oder Werte, die dem Bezugsberechtigten der Klausel zustehen können, um den Betrag verringert, der als Besteuerungsgrundlage für die Erhebung der Schenkungssteuer gedient hat, wenn der Vertrag Gegenstand einer Schenkung des Verstorbenen an diese Person war."

Art. 4 - Artikel 37 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Königlichen Erlass Nr. 12 vom 18. April 1967 und durch die Dekrete vom 3. Juni 2011 und 26. April 2018, wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° wenn, je nach Fall, der in Artikel 8 Absatz 3 genannte Vertrag zurückgekauft wird oder eine Zahlung aufgrund des Vertrags geleistet wird."

Art. 5 - Artikel 38 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 26. April 2018, wird um eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° in dem in Artikel 37 Ziffer 9 genannten Fall, je nach Fall durch die Person, die den Vertrag zurückkauft oder die Person, die die kraft des Vertrags geleistete Zahlung erhält."

Art. 6 - Artikel 40 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 26. April 2018, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Bei Eintritt von in Artikel 37 Ziffer 9 genannten Ereignissen beginnt die Frist je nach Fall ab dem Tag des Rückkaufs oder dem Tag, an dem eine Zahlung gemäß dem Vertrag geleistet wird.“

Art. 7 - In Artikel 108 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 7. Februar 2021 wird das Wort „drei“ durch das Wort „fünf“ ersetzt.

KAPITEL 2 — *Änderungen im Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch*

Art. 8 - In Artikel 131bis § 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuchs, eingefügt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2018 wird Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Diese Steuer ist jedoch nicht anwendbar:

1° auf Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern, die unter einer aufschiebenden Bedingung getätigt werden, die sich infolge des Todes des Schenkers erfüllt, und die kraft Artikel 4 Ziffer 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches für die Erhebung der Erbschaftsteuer Vermächtnissen gleichgestellt werden;

2° auf Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern mit einer aufschiebenden Frist, die infolge des Todes des Schenkers eintritt, und die kraft Artikel 4 Ziffer 4 des Erbschaftssteuergesetzbuches für die Erhebung der Erbschaftsteuer Vermächtnissen gleichgestellt werden.“

KAPITEL 3 — *Änderungen im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern*

Art. 9 - In Artikel 4 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, ersetzt durch das Gesetz vom 8. August 1980 und abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, werden die Paragraphen 2 und 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„§ 2. In Abweichung von § 1 versteht man unter Kraftfahrzeug für den Gütertransport, dessen erlaubte Höchstmasse 3.500 Kilogramm nicht überschreitet, ebenfalls „Lieferwagen“ genannt, zwecks der Anwendung des vorliegenden Titels II, und insofern es auf den Namen entweder einer natürlichen Person nach Artikel I.1 Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe a) des Wirtschaftsgesetzbuches zugelassen und gemäß Artikel III.17 desselben Gesetzbuches eingetragen ist, oder auf den Namen einer juristischen Person zugelassen ist, jedes für den Gütertransport entworfene und gebaute Fahrzeug, dessen erlaubte Höchstmasse 3.500 Kg nicht überschreitet,

1° das aus einer einzigen Kabine, die ganz vom Laderaum getrennt ist und höchstens zwei Sitze zuzüglich desjenigen des Fahrers hat, sowie aus einer offenen Ladeplattform besteht;

2° das aus einer doppelten Kabine, die ganz vom Laderaum getrennt ist und höchstens sechs Sitze zuzüglich desjenigen des Fahrers hat, sowie aus einer offenen Ladeplattform besteht;

3° das gleichzeitig aus einem den Fahrgästen vorbehaltenen Innenraum, der höchstens zwei Sitze zuzüglich desjenigen des Fahrers, und einem getrennten Laderaum besteht, wobei der Abstand zwischen jedem Punkt der Trennwand hinter der vorderen Sitzreihe und der inneren Hinterkante des Laderaums, gemessen in der Längsachse des Fahrzeugs in einer Höhe von 20 cm über dem Boden, mindestens 50 % der Länge des Radstands beträgt. Außerdem muss dieser Laderaum über seine gesamte Fläche mit einem festen horizontalen Fußboden versehen sein, der einen integralen Bestandteil der Karosserie bildet, oder an die Karosserie dauerhaft befestigt ist, und keinen Befestigungspunkt für zusätzliche Sitzbänke, Sitze oder Sicherheitsgurte aufweisen;

4° das gleichzeitig aus einem den Fahrgästen vorbehaltenen Innenraum, der höchstens sechs Sitze zuzüglich desjenigen des Fahrers, und einem völlig getrennten Laderaum besteht, wobei der Abstand zwischen jedem Punkt der Trennwand hinter der letzten Sitzreihe und der inneren Hinterkante des Laderaums, gemessen in der Längsachse des Fahrzeugs in einer Höhe von 20 cm über dem Boden, mindestens 50 % der Länge des Radstands beträgt. Außerdem muss dieser Laderaum über seine gesamte Fläche mit einem festen horizontalen Fußboden versehen sein, der einen integralen Bestandteil der Karosserie bildet, oder an die Karosserie dauerhaft befestigt ist, und keinen Befestigungspunkt für zusätzliche Sitzbänke, Sitze oder Sicherheitsgurte aufweisen.

§ 3. Das in der in § 1 vorerwähnten Regelung als Lieferwagen angegebene Fahrzeug wird im Sinne dieses Titels II und je nach seinem Bau als Personenkraftwagen, Kombiwagen oder Kleinbus betrachtet, wenn

1° es entweder einem der in Paragraph 2 aufgelisteten Fahrzeuge nicht entspricht,

2° oder auch nicht teilweise entweder für die Ausübung der beruflichen Tätigkeit der in § 2 genannten natürlichen Person oder für die Verwirklichung des Zwecks, mindestens eines der Ziele oder mindestens einer der Aufgaben der in § 2 genannten juristischen Person verwendet wird.“

Art. 10 - In Artikel 5 § 1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird die Ziffer 9 gestrichen.

Art. 11 - In Artikel 8 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 25. Januar 1999, wird das Wort „PS“ durch das Wort „Steuer-PS“ ersetzt.

Art. 12 - Artikel 9 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort „Pferdestärken“ bzw. „PS“ wird jedes Mal durch die Wörter „steuerliche Pferdestärken“ bzw. „Steuer-PS“ ersetzt;

2° das Wort „Pferdestärke“ bzw. „PS“ wird jedes Mal durch die Wörter „steuerliche Pferdestärke“ bzw. „Steuer-PS“ ersetzt.

Art. 13 - Artikel 10 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 28. Dezember 1990 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 erhält die Ziffer 1 folgende Fassung:

„1° für Personenkraftwagen, Kombiwagen, Kleinbusse und Motorräder, die zum Zeitpunkt der Auferlegung der Steuer seit mehr als dreißig Jahren in Betrieb genommen worden sind und unter einem der Nummernschilder zugelassen sind, die in Artikel 4 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen erwähnt sind;“;

2° der Artikel wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. In Abweichung von Artikel 9 wird die Steuer nur dann pauschal auf 100 Euro für das von einer in Belgien wohnhaften Person benutzte und im Ausland zugelassene Kraftfahrzeug festgesetzt, wenn die Dokumente, die bescheinigen, dass das Fahrzeug tatsächlich unter diesen Paragraphen fällt, nicht sofort bei der Kontrolle der Erhebung der Verkehrssteuer gemäß Artikel 11bis § 4 Absatz 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben vorgelegt werden können, sondern der Verwaltung innerhalb von zehn Werktagen nach der genannten Kontrolle vorgelegt werden, in den folgenden Fällen:

1° das Fahrzeug wird im Namen der in Belgien wohnhaften Person von einem ausländischen gewerblichen Dienstleister für eine nicht verlängerbare Höchstdauer von sechs Monaten vermietet;

2° das Fahrzeug wird der in Belgien wohnhaften Person von ihrem im Ausland ansässigen Arbeitgeber oder einem ausländischen Auftraggeber, an den diese Person durch einen Arbeitsvertrag oder einen Auftrag gebunden ist, zur Verfügung gestellt und für die Ausübung ihres Berufs und nebensächlich für private Zwecke genutzt;

3° das Fahrzeug wird gewohnheitsmäßig von einem Beamten gesteuert, der in Belgien wohnhaft ist und für eine in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union gelegene internationale Einrichtung tätig ist;

4° das Fahrzeug wird einer in Belgien wohnhaften natürlichen Person während höchstens 30 Tagen pro Kalenderjahr unentgeltlich zur Verfügung gestellt;

5° das Fahrzeug ist in einem anderen Mitgliedstaat auf den Namen der natürlichen Person zugelassen, die es ausnahmsweise während höchstens 30 Kalendertagen pro Jahr in Belgien benutzt, und das hauptsächlich für die Benutzung in dem oben genannten Mitgliedstaat bestimmt ist;

6° das Fahrzeug, dessen Eigentümer eine Person ist, die im Sinne von Artikel 18 § 3 Absatz Ziffern 4, 5, 7 und 8 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 1992 über die Bevölkerungsregister und das Fremdenregister als zeitweilig abwesend gilt, hat nicht länger als sechs Monate ununterbrochen seinen Standort in Belgien.

Die nach Absatz 1 festgelegte Steuer ist bei jeder Kontrolle zu entrichten, die zu einer verspäteten Übermittlung der betreffenden Dokumente führt.

Die Regierung erlässt die Anwendungsmodalitäten für den vorliegenden Paragraphen.”.

Art. 14 - In Artikel 12 § 1 desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Diese Steuer ist nicht auf die Fahrzeuge anwendbar, die einer Pauschalbesteuerung von 100 Euro in Anwendung von Artikel 10 § 3 unterliegen.”.

Art. 15 - Artikel 79 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 werden die Absätze 2 und 3 aufgehoben;

2° Paragraph 3 erhält folgende Fassung:

“§ 3. Um die in Paragraph 2 beschriebene Einstufung vornehmen zu können, muss jedes Modell eines in Artikel 76 genannten Geräts, bevor es auf dem Gebiet der Wallonischen Region installiert, verkauft oder vermietet wird, bei der von der Regierung bestimmten Stelle vom Importeur, vom Hersteller oder von jedem, der in dieser Eigenschaft direkt oder indirekt tätig ist, angemeldet werden.

Wird dieses Verfahren nicht beachtet, dann wird das Gerät von Amts wegen in die Kategorie A eingestuft.”;

3° es wird ein Paragraph 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 3/1. Die in Absatz 3 genannte Dienststelle nimmt die Einstufung des Geräts in eine der in Paragraph 2 genannten Kategorien vor und teilt dies dem Anmeldepflichtigen mit.”;

4° in Paragraph 4 werden die Wörter “die Modalitäten” durch die Wörter “das Erklärungsmuster und die Modalitäten” ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 97 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 1. Juni 1992 und abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden in der französischen Fassung die Wörter “chevaux fiscaux” durch die Wörter “chevaux-vapeur fiscaux” ersetzt.

Art. 17 - Artikel 97quinquies Absatz 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in dem 1. Gedankenstrich werden die Wörter “und die unter dem in Artikel 4, §3 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen vorgesehenen spezifischen Zulassungszeichen zugelassen sind” gestrichen;

2° der Absatz wird um einen 3. Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“- für die Kraftfahrzeuge, die einer pauschalen Verkehrssteuer von 100 Euro in Anwendung von Artikel 10 § 3 unterliegen.”.

Art. 18 - Artikel 98 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 1. Juni 1992 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Buchstabe A Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter “chevaux fiscaux” durch die Wörter “chevaux-vapeur fiscaux” ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird Buchstabe A um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Abweichung von der in Absatz 1 genannten Tabelle beläuft sich der Betrag der Steuer auf 0 Euro für die Kraftfahrzeuge, die einer Pauschalbesteuerung von 100 Euro in Anwendung von Artikel 10 § 3 unterliegen.”.

KAPITEL 4 — Änderungen im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben

Art. 19 - Artikel 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen direkten Abgaben, abgeändert durch das Dekret vom 21. September 2016 wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird das Wort “Geldstrafen” jedes Mal durch die Wörter “steuerrechtliche Geldbußen” ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Unter steuerrechtlicher Geldbuße versteht man jede Geldstrafe, unabhängig davon, ob es sich um eine Pauschale, einen festen Betrag oder einen proportionalen Betrag handelt, sowie jede Steuererhöhung und jeden Steuerzuschlag."

Art. 20 - Artikel 11 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 2 Absatz 3 werden die Wörter "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt;

2° in Paragraf 4 werden die Wörter "administrativen Geldbußen und Zuschläge" jedes Mal durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 21 - Artikel 11*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 3 Absatz 1 wird das Wort "Geldbuße" jedes Mal durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbuße" ersetzt;

2° in Paragraf 4 Absatz 1 wird das Wort "administrative Geldbuße" jedes Mal durch die Wörter "steuerrechtliche Geldbuße" ersetzt.

3° in Paragraf 4 Absatz 6 wird das Wort "Geldbuße" jedes Mal durch die Wörter "steuerrechtliche Geldbuße" ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 11*ter* Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007 und ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, wird das Wort "fünf" durch das Wort "zehn" ersetzt.

Art. 23 - Artikel 11*quater* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 28. November 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" werden durch die Wörter "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die in Absatz 1 genannte Verpflichtung entfällt, wenn Informationen im Rahmen eines durch Dekret oder Erlass der Regierung speziell organisierten Meldesystems mitgeteilt werden."

Art. 24 - In Artikel 12*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2019, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016 werden die Wörter "administrative Geldbuße" durch die Wörter "steuerrechtliche Geldbuße" ersetzt.

Art. 25 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 12*quinqüies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12*quinqüies* - Der Verwaltung kann eine Rechtshandlung oder eine Gesamtheit von Rechtshandlungen, die ein und dasselbe Rechtsgeschäft bewirken, nicht entgegengehalten werden, wenn die Verwaltung durch Vermutungen oder andere Beweismittel nach den Artikeln 12 bis 12*ter* und im Lichte objektiver Umstände nachweist, dass ein Steuermissbrauch vorliegt.

Ein Steuermissbrauch liegt vor, wenn der Steuerpflichtige durch die Rechtshandlung oder die Gesamtheit von Rechtshandlungen, die er vorgenommen hat, eines der folgenden Geschäfte tätigt:

1° entweder ein Geschäft, durch das er gegen die Zielsetzungen einer Bestimmung in Sachen Steuern und Abgaben nach Artikel 1 oder ihrer Ausführungserlasse außerhalb des Geltungsbereichs dieser Bestimmung verstößt;

2° oder ein Geschäft, durch das er auf einen Steuervorteil Anspruch erhebt, der in einer Bestimmung in Sachen Steuern und Abgaben nach Artikel 1 oder ihrer Ausführungserlasse vorgesehen ist und dessen Bewilligung im Widerspruch zu den Zielsetzungen dieser Bestimmung stehen würde, und das im Wesentlichen auf den Erhalt dieses Vorteils abzielt.

Es obliegt dem Steuerpflichtigen nachzuweisen, dass die Wahl dieser Rechtshandlung oder dieser Gesamtheit von Rechtshandlungen durch andere Gründe gerechtfertigt ist als dem Willen, Steuern, Abgaben oder Gebühren im Sinne des vorliegenden Dekrets zu umgehen.

Liefert der Steuerpflichtige keinen Gegenbeweis, werden Besteuerungsgrundlage und Steuer- oder Gebührenberechnung derart wiederhergestellt, dass das Geschäft Gegenstand einer Steuererhebung gemäß der Zielsetzung des Gesetzes wird, als ob der Missbrauch nicht stattgefunden hätte."

Art. 26 - In Artikel 18 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird das Wort "Geldbußen" durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 27 - In Artikel 20 Absatz 3 desselben Dekrets wird das Wort "zwei" durch das Wort "sieben" ersetzt.

Art. 28 - Artikel 20*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 2. Juli 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° die Ziffer 1 erhält folgende Fassung:

"1° ein Gerichtsverfahren ergibt, dass derjenige, der Steuern oder Abgaben im Sinne des vorliegenden Dekrets schuldet, in einem der zehn Jahre vor dem Jahr der Klageerhebung gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder gegen die Rechtsvorschriften, die die betreffende Steuer bzw. Abgabe festlegen, verstoßen hat; in diesem Fall wird die Steuer oder der Steuerzuschlag innerhalb von vierundzwanzig Monaten ab dem Datum festgesetzt, an dem gegen die Entscheidung, die Gegenstand dieser gerichtlichen Klage war, kein Einspruch oder keine Beschwerde mehr eingelegt werden kann;"

2° die Ziffer 2 erhält folgende Fassung:

"2° beweiskräftige Elemente, von denen die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle Kenntnis bekommen hat, lassen erscheinen, dass derjenige, der Steuern oder Abgaben im Sinne des vorliegenden Dekrets schuldet, in einem der zehn Jahre vor dem Jahre, in dem diese bezeichnete Dienststelle von diesen Elementen Kenntnis erlangt hat, gegen die Bestimmungen dieses Dekrets oder gegen die Rechtsvorschriften, die die betreffende Steuer bzw. Abgabe festlegen, verstoßen hat; in diesem Fall wird die Steuer oder der Steuerzuschlag innerhalb von vierundzwanzig Monaten ab dem Datum festgesetzt, an dem die bezeichnete Dienststelle von diesen Elementen Kenntnis erlangt hat."

Art. 29 - Artikel 27 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, erhält folgende Fassung:

"Art. 27 - § 1. Außer wenn vorher eine zulässige Beschwerde vorgelegt wurde und der Antrag auf einen Nachlass auf denselben Elementen und Begründungen beruht wie die Beschwerde, gewährt der von der Regierung bezeichnete Beamte den Nachlass der in Anwendung des Artikels 17bis § 1 bezogenen Abgaben, die eine höhere Summe als die gesetzlich zu zahlende Summe darstellen, und die sich aus einer falschen Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen bezüglich der Berechnung des Betrags der zu zahlenden Steuer ergeben, wie insbesondere die materiellen Fehler, doppelten Besteuerungen, Nichtberücksichtigungen einer eventuell anwendbaren Abgabenbefreiung oder -ermäßigung, das Auftauchen neuer beweiskräftiger Dokumente oder Tatsachen, deren verspätete Vorlage oder Angabe durch den Abgabepflichtigen sowie durch die Person, deren Güter gemäß Artikel 35ter zur Beitreibung der Abgabe dienen, aus rechtmäßigen Gründen gerechtfertigt wird, unter der Bedingung, dass diese Überbesteuerungen durch die Verwaltung festgestellt oder dieser durch den Abgabepflichtigen mitgeteilt worden sind, und zwar:

1° innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, im Laufe dessen die Abgabe festgesetzt worden ist, im Falle der in der Heberolle eingetragenen Abgaben, mit Ausnahme des Immobilienvorabzugs, für den diese Frist auf fünf Jahre verlängert wird;

2° innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres, zu dem die Steuer gehört, für die der Nachlass beantragt wird, im Falle der Abgaben, die bezogen wurden, ohne in eine Heberolle eingetragen worden zu sein.

In Abweichung von Absatz 1 gewährt der von der Regierung benannte Beamte in Bezug auf die Befreiung vom Immobilienvorabzug und unbeschadet der dort festgelegten formellen und verfahrensmäßigen Bedingungen einen Nachlass von Steuern, die einen höheren als den gesetzlich geschuldeten Betrag darstellen und in Anwendung von Artikel 17bis § 1 erhoben werden, die sich aus der Nichtberücksichtigung dieser Befreiungen vom Immobilienvorabzug ergeben, nur dann, wenn sie die Folge von sachlichen Irrtümern, doppelten Besteuerungen sind oder im Lichte von neuen beweiskräftigen Unterlagen oder Tatsachen erscheinen, deren Vorlage oder verspätete Geltendmachung durch den Steuerpflichtigen aus rechtmäßigen Gründen gerechtfertigt ist.

§ 2. Der von der Regierung benannte Beamte gewährt von Amts wegen den Nachlass der zu viel gezahlten Steuer, so wie nach Abschluss eines Verständigungsverfahrens in Anwendung eines internationalen Übereinkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung oder nach Abschluss eines Streitbeilegungsverfahrens gemäß Artikel 3, 4, 6, 10 oder 15 des Dekrets vom 2. Juli 2020 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2017/1852 des Rates vom 10. Oktober 2017 über Verfahren zur Beilegung von Besteuerungsstreitigkeiten in der Europäischen Union festgestellt, vorausgesetzt, dass diese zu viel gezahlte Steuer innerhalb von zwölf Monaten nach dem Datum, an dem das Verfahren zu Ende geht, von der Verwaltung festgestellt oder von deren Abgabepflichtigen gemeldet worden ist."

Art. 30 - In Artikel 32 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird das Wort "Geldbußen" durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 34 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird das Wort "Geldstrafe" durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 32 - In Artikel 35 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, wird das Wort "Geldbuße" durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbuße" ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 48 Absatz 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden die Wörter "administrative Geldbußen" durch die Wörter "steuerrechtliche Geldbußen" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 52bis Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Januar 2008 und ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird das Wort "Geldbußen" jedes Mal durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 52ter Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird das Wort "Geldbußen" durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 36 - Artikel 53 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "Geldbuße" wird jedes Mal durch die Wörter "steuerrechtliche Geldbuße" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird das Wort "Geldbußen" durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 37 - In Artikel 57 § 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird das Wort "Geldbußen" jedes Mal durch die Wörter "steuerrechtliche Geldbußen" ersetzt.

Art. 38 - Artikel 58 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "Geldbußen und Zuschläge" werden jedes Mal durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt;

3° in Absatz 3 werden die Wörter "Geldbußen und Zuschläge" durch die Wörter "oder steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 39 - In Artikel 60bis § 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden die Wörter "administrative Geldbußen" durch die Wörter "steuerrechtliche Geldbußen" ersetzt.

Art. 40 - In Artikel 62bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden die Wörter "administrativen Geldbußen" durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 62quinquies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden die Wörter "administrativen Geldbußen" durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 42 - In Artikel 62sexies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden die Wörter "administrativen Geldbußen" durch die Wörter "steuerrechtlichen Geldbußen" ersetzt.

Art. 43 - Artikel 63 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 22. März 2007, und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. Oktober 2020, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 erhält folgende Fassung:

„§ 1. Jeder Verstoß gegen das vorliegende Dekret oder gegen eine sonstige Rechtsvorschrift, auf die vorliegendes Dekret anwendbar ist, mit Ausnahme der Verstöße, die auf Umstände zurückzuführen sind, die unabhängig vom Willen des Steuerpflichtigen sind, insofern Letztere ordnungsgemäß begründet sind, wird mit einer steuerrechtlichen Geldbuße von 50 Euro bis 2000 Euro, oder von 25% bis 100% des Betrags der Steuer bzw. Abgabe belegt.

Wurde der Verstoß jedoch mit betrügerischer Absicht oder mit der Absicht, zu schaden, begangen, so wird er mit einer steuerrechtlichen Geldbuße von 500 bis 5000 Euro, oder von 100% bis 250% Prozent des Betrags der Steuer bzw. Abgabe belegt.

Die Regierung bestimmt die Skalen der steuerrechtlichen Geldbußen nach Absatz 1 und 2, und sieht vor, dass auf die in Absatz 1 genannte steuerrechtliche Geldbuße nur bei dem ersten Verstoß, die der Steuerpflichtige in gutem Glauben begangen hat, verzichtet wird.“;

2° in Paragraf 2 Ziffer 1 wird das Wort „Geldbuße“ durch die Wörter „steuerrechtliche Geldbuße“ ersetzt;

3° in Paragraf 2 erhalten die Ziffern 2 bis 5 folgende Fassung:

„2° was die Steuer auf Spiele und Wetten und die Spielautomatensteuer betrifft, die im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehen sind, droht dem Steuerpflichtigen eine steuerrechtliche Geldbuße für jeden Verstoß gegen die in Artikel 11*bis* §§ 1 und 2 angeführten Regeln, die sich auf 1 250 Euro für den ersten Verstoß und 2 500 Euro für den zweiten Verstoß und die folgenden, bis zum Ablauf des Jahres nach demjenigen der Feststellung des zweiten Verstoßes begangenen Verstöße beläuft;

3° was die im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehene Steuer auf Spiele und Wetten betrifft, werden die Verstöße gegen die im vorliegenden Dekret oder im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern erwähnten Regeln, mit Ausnahme der Verstöße gegen die Artikel 10 bis 11*ter*, mit den Verwaltungsstrafen geahndet, die in den Artikeln 68 und 68*bis* des besagten Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehen sind;

4° was die im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehene Spielautomatensteuer betrifft, werden die Verstöße gegen die im vorliegenden Dekret oder im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern erwähnten Regeln, mit Ausnahme der Verstöße gegen die Artikel 10 bis 11*ter*, mit den Verwaltungsstrafen geahndet, die in den Artikeln 89 und 89*bis* des besagten Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehen sind;

5° was die im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehene Verkehrssteuer betrifft, droht dem Steuerpflichtigen bei Fehlen einer Erklärung oder im Falle einer unvollständigen oder unrichtigen Erklärung eine steuerrechtliche Geldbuße, deren Höhe dem Dreifachen der hinterzogenen Steuer gleich ist, wenn sie das Zehntel der ursprünglichen Steuer überschreitet.“;

4° in Paragraf 3 wird das Wort „Geldbußen“ durch die Wörter „steuerrechtlichen Geldbußen“ ersetzt.

Art. 44 - Artikel 64 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 13. November 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 werden die Wörter „oder Zuschläge“ gestrichen.

2° in Paragraf 2 Absatz 1 werden die Wörter „Geldbußen oder Zuschläge“ durch die Wörter „steuerrechtlichen Geldbußen“ ersetzt.

Art. 45 - In Artikel 64*septies* § 2 Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. Oktober 2020, werden die Wörter „der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ durch die Wörter „des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen“ ersetzt.

KAPITEL 5 — *Sonderbestimmungen, die der Einrichtung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen zugrundeliegen*

Art. 46 - Das Erbschaftssteuergesetzbuch wird folgenderweise abgeändert:

1° in Artikel 55*bis* werden die Wörter „die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ jedes Mal durch die Wörter „der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt;

2° in Artikel 55*quater* werden die Wörter „die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ bzw. „der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ jedes Mal durch die Wörter „der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen“ bzw. „den Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen“ bzw. „dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen“ ersetzt.

Art. 47 - Das Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch wird folgenderweise abgeändert:

1° in den Artikeln 53*ter* und 57*bis* werden die Wörter „die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ bzw. „der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ jedes Mal durch die Wörter „der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen“ bzw. „den Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen“ bzw. „dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen“ ersetzt;

2° in Artikel 131*quinquies* desselben Gesetzbuches werden die Wörter „die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ bzw. „der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ jedes Mal durch die Wörter „der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ bzw. „den Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ bzw. „dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

Art. 48 - Das Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird folgenderweise abgeändert:

1° in den Artikeln 5, 42*bis* und 80 werden die Wörter „die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ bzw. „der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ jedes Mal durch die Wörter „der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen“ bzw. „den Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen“ bzw. „dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen“ ersetzt;

2° in Artikel 97^{ter} werden die Wörter "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (abgekürzt GD07)" durch die Wörter "dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen" ersetzt.

Art. 49 - In Artikel 4 des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region werden die Wörter "die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen" ersetzt.

Art. 50 - Das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird folgenderweise abgeändert:

1° in Artikel D.2 werden die Wörter "der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" werden durch die Wörter "der Abteilung Erhebung und Beitreibung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt;

2° in den Artikeln D.282 und D.283 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" bzw. "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" jedes Mal durch die Wörter "der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen" bzw. "den Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen" bzw. "dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen" ersetzt.

Art. 51 - Bis zum 31. Dezember 2023 kann jede vom Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen stammende oder an ihn gerichtete Mitteilung, die elektronisch oder nicht elektronisch erfolgt, rechtsgültig den Wortlaut "Öffentlicher Dienst der Wallonie Steuerwesen" oder "operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" anstelle des Wortlauts "Öffentlicher Dienst der Wallonie Finanzen" verwenden.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 gilt als Mitteilung die Übersendung eines Dokuments, eines Formulars, einer Erklärung, einer Rolle, einer Entscheidung, eines Zahlungsbefehls oder einer anderen Korrespondenz jeglicher Art.

KAPITEL 6 — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 52 - Die Artikel 9, 13 Ziffer 1, und 17 Ziffer 1 sind nur auf ab dem 1. Januar 2022 zugelassene Fahrzeuge anwendbar.

Abweichend von Absatz 1 gelten die Artikel 9, 13 Ziffer 1 und 17 Ziffer 1 nicht für Fahrzeuge, die vor dem 1. Januar 2022 endgültig erworben werden, sondern ab diesem Datum geliefert und zugelassen werden.

Art. 53 - Artikel 25 gilt für Rechtshandlungen oder Gesamtheiten von Rechtshandlungen, die ein einziges Rechtsgeschäft bewirken, die ab dem 1. Januar 2022 vollendet werden.

Als Gesamtheit von Rechtshandlungen, die ein einziges Rechtsgeschäft bewirken, die ab dem Datum des Inkrafttretens von Artikel 25 vollendet wird, gilt eine Gesamtheit von Rechtshandlungen, die ein einziges Rechtsgeschäft bewirken, deren erste Rechtshandlung ab diesem Inkrafttredatum vollendet wird.

Art. 54 - Im Falle eines Steuermisbrauchs im Zusammenhang mit der in Titel VI Kapitel I Abschnitt 2 des Einkommensteuergesetzbuchs 1992 genannten Steuer bleibt Artikel 344 Paragraf 1 desselben Gesetzbuches auf die Gesamtheit von Rechtshandlungen anwendbar, die ein einziges Rechtsgeschäft bewirken, von dem mindestens die erste Rechtshandlung vor dem 1. Januar 2022 und mindestens die letzte Rechtshandlung ab dem 1. Januar 2022 vollendet wird.

Art. 55 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.

Artikel 2 findet Anwendung auf alle Schenkungen, die ab dem 1. Januar 2022 vorgenommen werden.

Artikel 29 wird am 1. Januar 2021 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Dezember 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2021-2022

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 707 (2021-2022) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 22. Dezember 2021

Diskussion.

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/20006]

22 DECEMBER 2021. — Decreet houdende verscheidene bepalingen voor een rechtvaardiger belasting (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het Wetboek der successierechten*

Artikel 1. Artikel 4 van het Wetboek der Successierechten, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt :

“4° alle schenkingen onder levenden van roerende goederen gedaan door de erflater met een opschortende termijn die zich voordoet ten gevolge van het overlijden van de schenker.”.

Art. 2. In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord “drie” vervangen door het woord “vijf”.

Art. 3. In artikel 8 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en gewijzigd bij de wetten van 30 december 1988 en 22 december 1989, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid:

- het woord “drie” wordt vervangen door het woord “vijf”;

- de woorden “of die hij geroepen is kosteloos na dit overlijden te ontvangen” worden opgeheven;

2° tussen het tweede en het derde lid worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt:

“Als de erflater een contract had afgesloten op grond waarvan er pas een uitkering kan gebeuren na het overlijden van de erflater, worden de sommen, renten of waarden geacht kosteloos te worden verkregen en als legaat te zijn verkregen, al naar gelang:

1° door de persoon die het levensverzekeringscontract na het overlijden van de erflater afkoopt, op het tijdstip van de afkoop;

2° door de persoon die de sommen, renten of waarden na het overlijden van de erflater effectief verkrijgt, op het tijdstip dat er een uitkering gebeurt.

Wanneer een overledene gehuwd was onder een stelsel van gemeenschap, gelden de bepalingen van het eerste, het tweede en het derde lid ook voor de sommen, renten of waarden die kosteloos aan de langstlevende echtgenoot toekomen ingevolge een levensverzekeringscontract of een contract met vestiging van rente dat door die langstlevende echtgenoot is gesloten.” ;

3° het vijfde lid, lid 7 geworden, wordt aangevuld met de woorden “Dit tegenbewijs kan niet worden geleverd door aan te tonen dat het contract werd geschonken aan deze persoon.”;

4° tussen leden 5 en 6, leden 7 en 8 geworden, wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“In het geval van een levensverzekeringscontract wordt de belastbare grondslag van de sommen, renten of waarden die kunnen toekomen aan de begunstigde van het beding verminderd met het bedrag dat als belastbare grondslag heeft gediend voor de schenkingsrechten als het contract het voorwerp heeft uitgemaakt van een schenking door de erflater aan deze persoon.”.

Art. 4. Artikel 37 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij de decreten van 3 juni 2011 en 26 april 2018, wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt:

“9° wanneer, al naar gelang het geval, het contract bedoeld in artikel 8, lid 3, afgekocht wordt of er een storting ingevolge het contract is gebeurd.”.

Art. 5. Artikel 38 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 juli 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 10, luidend als volgt:

“10° in het geval bepaald in artikel 37, 9°, al naar gelang het geval, door de persoon die het contract afkoopt of door de persoon die de ingevolge het contract verrichte storting ontvangt.”.

Art. 6. Artikel 40 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 juli 2018, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Bij het ontstaan van gebeurtenissen als bepaald in artikel 37, 9°, loopt de termijn, al naar gelang het geval, te rekenen van de dag van afkoop of van de dag waarop een storting ingevolge het contract is gebeurd.”.

Art. 7. In artikel 108, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 februari 2021, wordt het woord “drie” vervangen door het woord “vijf”.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 8. In artikel 131bis, § 1, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2005 en laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt:

“Dit recht is evenwel niet van toepassing :

1° op de schenkingen onder levenden van roerende goederen gedaan onder een opschortende voorwaarde die vervuld wordt ingevolge het overlijden van de schenker, en die krachtens artikel 4, 3°, van het Wetboek van successierechten als legaten worden beschouwd voor de heffing van het recht van successie;

2° op de schenkingen onder levenden van roerende goederen met een opschortende termijn die zich voordoet ingevolge het overlijden van de schenker, en die krachtens artikel 4, 4°, van het Wetboek van successierechten als legaten worden beschouwd voor de heffing van het recht van successie.”.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Art. 9. In artikel 4 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, vervangen door de wet van 8 augustus 1980 en gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005, worden paragrafen 2 en 3 vervangen door hetgeen volgt:

“In afwijking van § 1, wordt, voor de toepassing van Titel II, verstaan onder motorvoertuig bestemd voor het vervoer van goederen waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kilogram niet overschrijdt, ook « lichte vrachtauto » genoemd, voor zover het ingeschreven is ofwel op naam van een natuurlijke persoon als bedoeld in artikel I.1, lid 1, 1°, a), van het Wetboek van economisch recht en geregistreerd overeenkomstig artikel III.17 van hetzelfde Wetboek, ofwel op naam van een rechtspersoon, elke auto opgevat en gebouwd voor het vervoer van zaken waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kg niet overschrijdt:

1° bestaande uit een volledig van de laadruimte afgesloten enkele cabine die ten hoogste twee plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen, en een open laadbak;

2° bestaande uit een volledig van de laadruimte afgesloten dubbele cabine die ten hoogste zes plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen, en een open laadbak;

3° gelijktijdig bestaande uit een passagiersruimte die ten hoogste twee plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen en een daarvan volledig afgesloten laadruimte waarvan de afstand, tussen elk punt van de scheidingswand achter de zitplaatsen en de binnenkant van de achterzijde van de laadruimte, gemeten in de langsrichting van het voertuig, op een hoogte van 20 cm boven de vloer, steeds minstens 50 % dient te bedragen van de lengte van de wielbasis. Deze laadruimte moet bovendien over haar hele oppervlakte bestaan uit een van het koetswerk deel uitmakende, vaste of duurzaam bevestigde, horizontale laadvloer zonder verankeringsplaatsen voor bijkomende banken, zetels of veiligheidsgordels;

4° gelijktijdig bestaande uit een passagiersruimte die ten hoogste zes plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen en een daarvan volledig afgesloten laadruimte waarvan de afstand, tussen elk punt van de scheidingswand achter de laatste rij zitplaatsen en de binnenkant van de achterzijde van de laadruimte, gemeten in de langsrichting van het voertuig, op een hoogte van 20 cm boven de vloer, steeds minstens 50 % dient te bedragen van de lengte van de wielbasis. Deze laadruimte moet bovendien over haar hele oppervlakte bestaan uit een van het koetswerk deel uitmakende, vaste of duurzaam bevestigde, horizontale laadvloer zonder verankeringsplaatsen voor bijkomende banken, zetels of veiligheidsgordels.

§ 3. Het voertuig vermeld als lichte vrachtauto in de reglementering, hierboven bedoeld in § 1, wordt, in de zin van deze Titel II, en afhankelijk van zijn constructie, beschouwd als een personenauto, auto voor dubbel gebruik of minibus wanneer:

1° ofwel het niet beantwoordt aan één van de voertuigen opgesomd in § 2;

2° ofwel het niet gebruikt wordt, zelfs gedeeltelijk, ofwel voor de uitoefening van de beroepsactiviteit van de natuurlijke persoon bedoeld in § 2, ofwel voor de verwezenlijking van het doel, van ten minste één van de doelen, of van ten minste één van de opdrachten van de rechtspersoon bedoeld in § 2. ».

Art. 10. In artikel 5, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 25 januari 1999 en laatst gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt 9° opgeheven.

Art. 11. In artikel 8, lid 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 25 januari 1999, wordt het woord “paardekracht” vervangen door de woorden “fiscale paardenkracht”.

Art. 12. In artikel 9 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 25 januari 1999 en laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie worden, respectievelijk, de woorden “cheval-vapeur” en “chevaux-vapeur” vervangen door, respectievelijk, de woorden “cheval-vapeur fiscal” en “chevaux-vapeur fiscal”;

2° het woord “paardekracht” wordt telkenmale vervangen door de woorden “fiscale paardenkracht”.

Art. 13. In artikel 10 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 28 december 1990 en laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1, wordt 1° vervangen als volgt :

1° voor de personenauto's, de auto's voor dubbel gebruik, de minibussen en de motorfietsen die bij het ontstaan van de belastingsschuld sedert meer dan dertig jaar in het verkeer zijn gebracht en die ingeschreven zijn onder één van de kentekenplaten bedoeld in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen ;

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 3 , luidend als volgt :

“§ 3. In afwijking van artikel 9 wordt de belasting forfaitair vastgesteld op 100 euro voor het autovoertuig gebruikt door een Belgisch ingezetene en ingeschreven in het buitenland, enkel als de documenten die aantonen dat het voertuig effectief in deze paragraaf beoogd wordt niet onmiddellijk getoond kunnen worden bij de controle op de inning van de verkeersbelasting uitgevoerd volgens artikel 11bis, § 4, lid 1, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de inning en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen, maar het bestuur verstrekt worden binnen de tien dagen na deze controle, in volgende gevallen:

1° het voertuig wordt op naam van de Belgisch ingezetene te huur gesteld door een buitenlandse professionele dienstverlener voor een maximale niet-verlengbare duur van zes maanden;

2° het voertuig wordt ter beschikking gesteld van de Belgisch ingezetene door diens in het buitenland gevestigde werkgever of een buitenlandse opdrachtgever met wie deze persoon verbonden is door een arbeidsovereenkomst of door een bevel, en wordt gebruikt in de uitoefening van zijn beroep en bijkomstige als privaatspersoon;

3° het voertuig wordt doorgaans bestuurd door een ambtenaar die in België verblijft en die voor een internationale instelling gelegen in een andere lidstaat van de Europese Unie werkt;

4° het voertuig wordt kosteloos ter beschikking gesteld van een natuurlijke persoon die tijdens maximum dertig dagen per kalenderjaar in België verblijft;

5° het voertuig, ingeschreven in een andere lidstaat op naam van de natuurlijke persoon die het uitzonderlijkwijs in België gebruikt tijdens maximum dertig kalenderdagen per jaar, en dat hoofdzakelijk bestemd is om gebruikt te worden in voornoemde lidstaat;

6° het voertuig waarvan de eigenaar als tijdelijk afwezige persoon wordt beschouwd in de zin van artikel 18, § 3, eerste lid, 4°, 5°, 7° en 8° van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister en waarbij dit laatste niet langer dan zes maanden zonder onderbreking in België wordt gestald.

De belasting, gevestigd overeenkomstig het eerste lid, is verschuldigd bij elke controle die aanleiding geeft tot een laattijdig overmaken van beoogde documenten.

De Regering stelt de nadere toepassingsregels van deze paragraaf vast.”.

Art. 14. In artikel 12, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

“Deze belasting is niet van toepassing op de voertuigen onderworpen aan een forfaitaire belasting van 100 euro overeenkomstig artikel 10, § 3.”.

Art. 15. Artikel 79 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 2, worden leden 2 en 3 opgeheven; 2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Met het oog op de rangschikking omschreven in paragraaf 2, wordt elk model voor een toestel als bedoeld in artikel 76, alvorens het op het grondgebied van het Waalse Gewest geïnstalleerd, verkocht of verhuurd wordt, bij de door de Regering aangewezen dienst aangegeven te zijn door de invoerder, de fabrikant of al wie rechtstreeks of onrechtstreeks als dusdanig optreedt.

Indien geen dergelijke aangifte wordt gedaan, wordt het toestel ambtshalve gerangschikt in categorie A.

3° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 3/1. De dienst bedoeld in paragraaf 3 rangschikt het toestel in één van de categorieën als bedoeld in paragraaf 2 en licht de aangever daarover in.”;

4° in paragraaf 4 worden de woorden “het aangiftemodel” ingevoegd tussen het woord “bepaalt” en de woorden “de modaliteiten”.

Art. 16. In de Franse versie van artikel 97 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juni 1992 en gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, worden de woorden “chevaux fiscaux ” telkenmale vervangen door de woorden “chevaux-vapeur fiscaux ”.

Art. 17. In artikel 97quinquies, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste streepje worden de woorden “en die ingeschreven zijn onder één van de kentekenplaten bedoeld in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen” opgeheven;

2° het wordt aangevuld met een derde streepje, luidend als volgt:

“ – voor de autovoertuigen onderworpen aan een forfaitaire verkeersbelasting van 100 euro overeenkomstig artikel 10, § 3.”.

Art. 18. In artikel 98 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 1 juni 1992 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie, in paragraaf 1, A., lid 2, worden de woorden “chevaux fiscaux” vervangen door de woorden “chevaux-vapeur fiscaux”;

2° in paragraaf 1 wordt A. aangevuld met een lid luidend als volgt:

“In afwijking van de tabel bedoeld in lid 1 is het bedrag van de belasting gelijk aan 0 euro voor de autovoertuigen onderworpen aan een forfaitaire verkeersbelasting van 100 euro overeenkomstig artikel 10, § 3.”

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen*

Art. 19. In artikel 1 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, vervangen bij het decreet van 21 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “boetes” telkens vervangen door de woorden “fiscale boetes”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Onder fiscale boete wordt verstaan elke straf, ongeacht of zij forfaitair, vast of proportioneel is, alsook elke belastingverhoging of -toeslag.”.

Art. 20. In artikel 11 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 19 september 2013 en gewijzigd bij het decreet van 13 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden “van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit”;

2° in paragraaf 4 worden de woorden “administratieve boetes en verhogingen” telkens vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 21. In artikel 11bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, vervangen bij het decreet van 19 september 2013 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, eerste lid, wordt het woord “boete” vervangen door de woorden “fiscale boete”;

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden “administratieve boete” vervangen door de woorden “fiscale boete”.

3° in paragraaf 4, zesde lid, wordt het woord “boete” vervangen door de woorden “fiscale boete”.

Art. 22. In artikel 11ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en vervangen bij het decreet van 19 september 2013 wordt het woord “vijf” vervangen door het woord “tien”.

Art. 23. In artikel 11^{quater} van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" worden vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De in lid 1 bedoelde verplichting wordt opgeheven wanneer informatie wordt meegeedeeld in het kader van een meldingssysteem dat specifiek bij decreet of bij besluit van de Regering is ingesteld. "

Art. 24. In artikel 12^{bis} van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2019, vervangen bij het decreet van 19 september 2013 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de woorden "administratieve boete" vervangen door de woorden "fiscale boete".

Art. 25. In hetzelfde decreet wordt een artikel 12^{quinquies} ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 12^{quinquies}. De Administratie kan zich niet verzetten tegen een rechtshandeling of een geheel van rechtshandelingen die één en dezelfde rechtshandeling tot stand brengen, indien de Administratie op grond van vermoedens of andere bewijzen overeenkomstig de artikelen 12 tot en met 12 *ter* en in het licht van objectieve omstandigheden aantoonbaar dat er sprake is van fiscaal misbruik.

Er is sprake van fiscaal misbruik wanneer de belastingplichtige door middel van een rechtshandeling of het geheel van door hem verrichte rechtshandelingen een van de volgende handelingen verricht:

1° hetzij een verrichting waardoor hij in strijd handelt met de doelstellingen van een bepaling inzake retributies en belastingen bedoeld in artikel 1 of van de uitvoeringsbesluiten daarvan die buiten het toepassingsgebied van die bepaling vallen;

2° hetzij een verrichting waarbij hij zich beroept op een fiscaal voordeel waarin is voorzien in een bepaling inzake retributies en belastingen bedoeld in artikel 1 of in de uitvoeringsbesluiten ervan, waarvan de toekenning in strijd zou zijn met de doelstellingen van die bepaling, en die in wezen gericht is op het verkrijgen van dat voordeel.

Het staat aan de belastingplichtige te bewijzen dat de keuze voor deze rechtshandeling of dit geheel van rechtshandelingen wordt gerechtvaardigd door andere redenen dan de wil om belastingen, rechten of heffingen in de zin van dit decreet te ontgaan.

Indien de belastingplichtige het tegendeel niet bewijst, worden de maatstaf van heffing en de berekening van de belasting of het recht zodanig hersteld dat de handeling het voorwerp wordt van een belastingheffing overeenkomstig het doel van de wet, alsof het misbruik niet had plaatsgevonden."

Art. 26. In artikel 18 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 12 december 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt het woord "boetes" vervangen door de woorden "fiscale boetes".

Art. 27. In artikel 20, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord "twee" vervangen door het woord "zeven".

Art. 28. In artikel 20^{bis} van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009 en gewijzigd bij het decreet van 2 juli 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° een rechtsvordering uitwijst dat de belastingplichtige bedoeld in dit decreet de bepalingen van dit decreet of de wetgeving die de betrokken belasting vestigt, heeft overtreden gedurende een van de tien jaren die voorafgaan aan het jaar waarin de gerechtelijke procedure is ingesteld; in dit geval moet de belasting of de aanvullende belasting worden gevestigd binnen vierentwintig maanden te rekenen vanaf de datum waarop tegen de beslissing van genoemde rechtsvordering geen verzet of voorziening meer kan worden ingediend;"

2° punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° bewijskrachtige gegevens waarvan de dienst aangewezen door de Waalse Regering kennis krijgt, uitwijzen dat de belastingplichtige bedoeld in dit decreet de bepalingen van dit decreet of de wetgeving die de betrokken belasting vestigt, heeft overtreden gedurende een van de tien jaren voorafgaande aan het jaar waarin deze elementen ter kennis van genoemde aangewezen dienst zijn gekomen; in dat geval wordt de belasting of de heffing vastgesteld binnen vierentwintig maanden na de datum waarop deze elementen ter kennis zijn gekomen van deze aangewezen dienst. "

Art. 29. Artikel 27 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 december 2020, wordt vervangen als volgt:

"Art. 27. § 1. "§ 2. Behalve wanneer een ontvankelijk bezwaar tevoren voorgelegd is en de aanvraag tot ontheffing gegrond is op dezelfde elementen en motiveringen als dat bezwaar, verleent de ambtenaar die door de Regering aangewezen is, de ontheffing van de heffingen waarvan de som hoger is dan de wettelijk verschuldigde som, geïnd krachtens artikel 17^{bis}, § 1, en die voortvloeien uit een onjuiste toepassing van de wettelijke bepalingen inzake de berekening van het bedrag van de verschuldigde retributie, zoals met name feitelijke vergissingen, dubbele heffingen, de gebrekkige overwegingen van een vrijstelling of verlaging van het bedrag van de heffing, het opduiken van nieuwe bewijsstukken of feiten, waarvan de laattijdige overlegging of mededeling door de belastingplichtige of door de persoon wiens goederen worden gebruikt voor de invordering van de heffing overeenkomstig artikel 35 *ter*, gerechtvaardigd is om legitieme redenen, op voorwaarde dat die bijtaksen vastgesteld zijn door de Administratie of door de belastingschuldige of door de persoon wiens belasting overeenkomstig artikel 35 *ter* wordt geheven, aan de Administratie zijn medegedeeld, hetzij :

1° binnen drie jaar, te rekenen van 1 januari van het jaar waarin de belasting is gevestigd, in het geval van de ten kohiere gebrachte belastingen, uitgezonderd de onroerende voorheffing, waarvoor die termijn op vijf jaar wordt gebracht;

2° binnen drie jaar, te rekenen van 1 januari van het aanslagjaar van de belasting waarvan de ontheffing wordt aangevraagd, in het geval van geïnde belastingen die niet in een kohier zijn opgenomen.

In afwijking van het eerste lid, kent de door de Regering aangewezen ambtenaar, voor wat betreft de vrijstellingen van de onroerende voorheffing en onverminderd de daarvoor bepaalde voorwaarden inzake vormvereisten en procedures de ontheffing van de belastingen toe voor een som die hoger is dan de wettelijk verschuldigde som, geïnd overeenkomstig artikel 17^{bis}, § 1, voortvloeiend uit het niet in aanmerking nemen van deze vrijstellingen van de onroerende voorheffing, enkel als ze het gevolg zijn van materiële fouten, dubbele heffingen of als ze opduiken in het licht van bewijskrachtige nieuwe stukken of feiten welke de belastingplichtige om wettige redenen pas laattijdig heeft kunnen voorleggen of aanvoeren.

§ 2. De door de Regering aangewezen ambtenaar verleent ambtshalve ontheffing van de teveel betaalde belasting, zoals vastgesteld na een procedure voor onderling overleg in toepassing van een internationale overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting of na een geschilbeslechtingsprocedure bedoeld in de artikelen 3, 4, 6, 10 of 15 van het decreet van 2 juli 2020 tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie, op voorwaarde dat dit overschot aan belasting door de administratie is geregistreerd of door de belastingplichtige is gemeld binnen twaalf maanden na de datum waarop de procedure is voltooid. ”.

Art. 30. In artikel 32 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, wordt het woord “boeten” vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 31. In artikel 34 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 december 2017, wordt het woord “boete” vervangen door de woorden “fiscale boete”.

Art. 32. In artikel 35, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 december 2020, wordt het woord “boete” vervangen door de woorden “fiscale boete”.

Art. 33. In artikel 48, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 december 2009, worden de woorden “administratieve boeten” vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 34. In artikel 52*bis*, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2008 en vervangen bij het decreet van 13 december 2017, wordt het woord “boetes” telkens vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 35. In artikel 52*ter*, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 21 december 2016, wordt het woord “boetes” vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 36. In artikel 53 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 december 2009 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “boete” wordt telkens vervangen door de woorden “fiscale boete”;

2° in het derde lid wordt het woord “boeten” vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 37. In artikel 57, § 2, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 30 april 2009 en gewijzigd bij het decreet van 13 december 2017, wordt het woord “boeten” telkens vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 38. In artikel 58 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “boetes en verhogingen” worden telkens vervangen door de woorden “fiscale boetes”;

2° in het derde lid van de Franse versie worden de woorden “, l’amende ou la majoration” vervangen door de woorden “ou l’amende fiscale”.

Art. 39. In artikel 60*bis*, §2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, worden de woorden “administratieve boeten” vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 40. In artikel 62*bis*, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, worden de woorden “administratieve boeten” telkens vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 41. In artikel 62*quinquies*, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2009 december worden de woorden “administratieve boeten” telkens vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 42. In artikel 62*sexies*, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, worden de woorden “administratieve boeten” telkens vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 43. In artikel 63 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 22 maart 2007 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Voor elke overtreding van dit decreet of van een andere wetgeving waarop dit decreet van toepassing is, met uitzondering van overtredingen die te wijten zijn aan omstandigheden waarop de belastingplichtige geen invloed heeft en die naar behoren zijn gemotiveerd, is een fiscale boete tussen 50 en 2 000 euro, of tussen 25 en 100 procent van het bedrag van de belasting van toepassing.

Indien de overtreding echter met bedrieglijk opzet of met het oog schade te berokkenen is gepleegd, is een fiscale geldboete tussen 5 000 en 5 000 EUR of van 100 tot 250 procent van het bedrag van de belasting van toepassing.

De Regering stelt de in de leden 1 en 2 bedoelde fiscale boetes schalen vast en bepaalt dat de in lid 1 bedoelde fiscale boete slechts wordt kwijtgescholden voor de eerste overtreding die door de belastingplichtige te goeder trouw wordt begaan. ”;

2° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden “Deze boete wordt” vervangen door de woorden “Deze fiscale boete wordt”;

3° in paragraaf 2 worden de punten 2° tot 5° vervangen als volgt :

“2° voor de belasting op de spelen en weddenschappen en de belasting op automatische ontspanningstoestellen, als bedoeld in het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, is de belastingplichtige een fiscale boete verschuldigd voor elke overtreding van de regels bedoeld in artikel 11*bis*, §§ 1 en 2, van een bedrag gelijk aan 1 250 euro voor de eerste overtreding en 2 500 euro voor de tweede overtreding, en voor de volgende overtredingen, begaan tot het verstrijken van het jaar volgend op dat waarin de tweede overtreding is vastgesteld

3° voor de belasting op de spelen en weddenschappen bepaald bij het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden, met uitzondering van de overtredingen van de artikelen 10 tot 11*ter*, aan de overtredingen van de regels bepaald bij dit decreet of bij het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen de administratieve straffen opgelegd bedoeld in de artikelen 68 en 68*bis* van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

4° voor de belasting op de automatische ontspanningstoestellen bepaald bij het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden, met uitzondering van de overtredingen van de artikelen 10 tot 11*ter*, aan de overtredingen van de regels bepaald bij dit decreet of bij het Wetboek van de met de

inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen de administratieve straffen opgelegd bedoeld in de artikelen 89 en 89bis van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

5° voor de verkeersbelasting bepaald bij het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen krijgt de belastingplichtige een fiscale boete waarvan het bedrag gelijk is aan drie keer het bedrag van de ontdoken belasting als zij het tiende van de oorspronkelijke belasting overschrijdt in geval van niet-aangifte of ontoereikende aangifte.”;

4° in paragraaf 3 wordt het woord “fiscale” ingevoegd tussen het woord “deze” en het woord “boetes”.

Art. 44. In artikel 64 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “of verhogingen van de belastingen” opgeheven;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “boetes of verhogingen van de belastingen” vervangen door de woorden “fiscale boetes”.

Art. 45. In artikel 64septies, §2, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 2020, worden de woorden “van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst Financiën”.

HOOFDSTUK 5. — *Bijzondere bepalingen die inherent zijn aan de oprichting van de Waalse Overheidsdienst Financiën*

Art. 46. In het Wetboek van successierechten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel 55bis worden de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst” telkens vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”;

2° in artikel 55quater worden de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” telkens vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Financiën”.

Art. 47. In het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de artikelen 53ter en 57bis worden de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” telkens vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Financiën”;

2° in artikel 131quinquies van hetzelfde Wetboek worden de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst” telkens vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

Art. 48. In het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de artikelen 5, 42bis en 80 worden de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” telkens vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Financiën”;

2° in artikel 97ter worden de woorden “het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst (afgekort DGO7)” vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Financiën”.

Art. 49. In artikel 4 van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest worden de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Financiën”.

Art. 50. In artikel Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel D.2 worden de woorden “van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” worden vervangen door de woorden “van het Departement Inning en Invordering de Waalse Overheidsdienst Financiën”;

2° in de artikelen D.282 en D.283 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” telkens vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Financiën”.

Art. 51. Tot 31 december 2023 mag in elke al dan niet elektronische mededeling van of aan de Waalse Overheidsdienst Financiën rechtsgeldig de vermelding “Waalse Overheidsdienst Fiscaliteit” of “Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” worden gebruikt in plaats van “Waalse Overheidsdienst Financiën”.

Voor de toepassing van lid 1 wordt onder mededeling verstaan de toezending van een document, een formulier, een aangifte, een rol, een beslissing, een dwangmaatregel of enigerlei andere briefwisseling van welke aard ook.

HOOFDSTUK 6. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 52. De artikelen 9, 13, 1°, en 17, 1°, zijn slechts van toepassing op voertuigen die vanaf 1 januari 2022 worden ingeschreven.

In afwijking van lid 1 zijn de artikelen 9, 13, 1°, en 17, 1°, niet van toepassing op voertuigen die vóór 1 januari 2022 definitief zijn verworven, maar vanaf die datum worden geleverd en ingeschreven.

Art. 53. Artikel 25 is van toepassing op rechtshandelingen of gehelen van rechtshandelingen ter uitvoering van één enkele handeling die op of na 1 januari 2022 worden verricht.

Onder een geheel van rechtshandelingen waaruit één rechtshandeling voortvloeit die vanaf de datum van inwerkingtreding van artikel 25 is verricht, wordt een geheel van rechtshandelingen verstaan waaruit één rechtshandeling voortvloeit waarvan de eerste rechtshandeling vanaf die datum van inwerkingtreding is verricht.

Art. 54. In geval van fiscaal misbruik in verband met de belasting bedoeld in afdeling 2 van Hoofdstuk I van titel VI van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, blijft artikel 344, paragraaf 1, van hetzelfde Wetboek van toepassing op het geheel van rechtshandelingen waaruit één rechtshandeling waarvan ten minste de eerste rechtshandeling is verricht vóór 1 januari 2022 en ten minste de laatste rechtshandeling is verricht vanaf 1 januari 2022.

Art. 55. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2022.

Artikel 2 is van toepassing op schenkingen die vanaf 1 januari 2022 worden gedaan.

Artikel 29 heeft uitwerking op 1 januari 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 december 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waals Parlement, 707 (2021-2022) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare zitting van 22 december 2021

Bespreking.

Stemming.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN VLAAMSE OVERHEID

[C – 2021/43276]

29 AUGUSTUS 2021. — Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 29 augustus 2021 worden volgende eretekens in de Nationale Orden toegekend:

PROMOTIE 15 november 2020

Grootofficier in de Orde van Leopold II

Eric Spruyt

Officier in de Orde Leopold II

Frederik Swennen

Hanne Kloots

Officier in de Leopoldsorde

Marie-Paule Quix

Commandeur in de Kroonorde

Luc Braeckmans

Ridder in de Leopoldsorde

Rita De Cordier

Christian De Boever

Gouden palmen in de Kroonorde

Patricia Peeters

Martine Gabriëls

Pascale Dockx

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET AUTORITE FLAMANDE

[C – 2021/43276]

29 AOÛT 2021. — Ordres nationaux

Par les arrêtés royaux du 29 août 2021, les décorations suivantes dans les Ordres nationaux sont attribuées :

PROMOTION le 15 novembre 2020

Grand Officier de l'Ordre de Léopold II

Eric Spruyt

Officier de l'Ordre de Léopold II

Frederik Swennen

Hanne Kloots

Officier de l'Ordre de Léopold

Marie-Paule Quix

Commandeur de l'Ordre de la Couronne

Luc Braeckmans

Chevalier de l'Ordre de Léopold

Rita De Cordier

Christian De Boever

Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne

Patricia Peeters

Martine Gabriëls

Pascale Dockx